

L'image



EN MODE COVID. Pas plus de 100 personnes à la fois dans les allées du marché couvert Notre-Dame, à Poitiers, depuis le début du deuxième confinement. Samedi matin, la file d'attente s'allongeait à l'extérieur.

(Photo Bruno Delion)

L'essentiel

Ils soutiennent les commerçants

La chambre de commerce et d'industrie de la Vienne demande « d'autoriser sans délai l'ouverture de tous les commerces de proximité dès lors que les protocoles sanitaires sont strictement appliqués » : « La fermeture imposée aux commerces dits non-essentiels constitue une inéquité et une injustice insoutenable alors que les entreprises de

l'e-commerce, tout comme les commerces généralistes vendent sans restriction », écrivent-ils dans un communiqué.

L'association des anciens maires et adjoints de la Vienne (Adema) s'associe par ailleurs à l'action de l'association des maires « pour faire ouvrir et laisser travailler les commerces de proximité qui sont l'âme de nos villages » : « Nous faisons encore confiance à nos élus députés et

sénateurs », précise son président, Jean-Claude Boutet.

Le billet

Acceptabilité

Pour être efficace, le confinement doit être respecté. Pour être respecté, il doit être compris. Et pour être compris, ses règles doivent être compréhensibles. Le raisonnement relève de la lapalissade. Ce qui va sans dire va toutefois parfois mieux en l'écrivant. En refusant de sacrifier totalement l'économie au profit de la santé publique, le gouvernement a été amené à arrêter une liste de commerces jugés essentiels, et donc autorisés à ouvrir, plus large qu'en mars dernier. Or, cette fois, la priorité donnée à la grande distribution et au commerce en ligne ne passe pas auprès des commerçants de proximité. C'est cette situation qu'ont voulu dénoncer plusieurs dizaines d'élus de la Vienne, de

tous bords politiques, en adressant un courrier commun au Premier ministre. Au-delà des cas particuliers des libraires et des coiffeurs qu'ils défendent tout particulièrement, ces maires dénoncent des situations parfois ubuesques et réclament un cadre plus clair. Comme pour le respect des gestes barrières et de l'obligation de porter le masque dans l'espace public, l'enjeu est celui de l'acceptabilité des nouvelles mesures. À cet égard, il n'est pas certain que les annonces du Premier ministre hier soir participent davantage à faire respecter le confinement qu'à nourrir la fronde.

Baptiste Bize